

# Les nouvelles dynamiques urbaines dans le contexte d'une économie de la connaissance et de l'environnement

La ville a toujours été un espace de rencontres. Le hasard de la rencontre est créateur de croissance et de richesse, et la science progresse grâce à ce qu'on appelle la « sérendipité », la découverte faite par un chercheur d'un objet qu'il ne cherchait pas. Les formes des villes peuvent favoriser les rencontres aléatoires, dans les limites imposées par le temps et les moyens financiers des habitants. Ce qui est sûr, c'est que les nouvelles préoccupations environnementales suscitent la réflexion et l'action collectives, et s'inscrivent au cœur de l'espace urbain.

par **François ASCHER**  
 Professeur à l'Institut Français d'Urbanisme,  
 Université Paris 8

**L'**économie a toujours joué un rôle majeur dans les processus d'urbanisation, parce que la ville est par essence division du travail, technique et sociale, et que cette division est au cœur de toute relation

d'échange. Aujourd'hui, la métropolisation, c'est-à-dire la concentration des richesses humaines et matérielles dans, et autour des villes les plus importantes, est plus que jamais liée à ce processus de division du travail. Elle fait des métropoles l'échelle obligée du développement économique. Et les techniques de transport et de stockage des personnes, des biens et des informations produisent des formes urbaines variées et nouvelles : les

(1) Ascher (François), *Les nouveaux principes de l'urbanisme*, Éditions de l'Aube Poche, 2004.

duisent des formes urbaines variées et nouvelles : les métropoles, zones urbaines distendues, discontinues, hétérogènes, multi-polarisées, agrégeant dans un même territoire de vie quotidienne et d'activités économiques des morceaux de « grande ville » et des zones rurales, des centres anciens et des petits bourgs, du pavillonnaire et des grands ensembles (1).

Si ces processus de métropolisation et de métapolisation sont animés et largement structurés par la division du travail, ils sont aussi marqués par d'autres facteurs, qui jouent (ou vont jouer) un rôle croissant dans l'économie. Dans le cadre de cet article, je voudrais en évoquer plus particulièrement deux. En premier lieu, l'importance croissante de la « sérendipité » face aux limites des spécialisations fonctionnelles dans le cadre d'un « capitalisme cognitif » ; en second lieu, l'émergence d'une nouvelle valeur marchande, la qualité environnementale.

---

### LA « SÉRENDIPITÉ » ET LES PERFORMANCES DES LIEUX

La sérendipité, c'est, très simplement, trouver quelque chose qu'on ne cherchait pas. Ce mot a été créé (à partir du mot Serendib, nom de l'île de Ceylan) vers 1750 par Horace Walpole, un écrivain anglais contemporain de Voltaire. Les sciences cognitives ont récupéré cette notion à la fin des années 1940 et elle est aujourd'hui assez largement utilisée en histoire des sciences. Pour certains analystes, le tiers des prix Nobel de chimie et un quart des prix Nobel de physique seraient pour partie des enfants de la sérendipité. Un des exemples les plus célèbres de sérendipité, c'est évidemment la découverte de la pénicilline par Flemming – par hasard, grâce à une moisissure de fromage. Mais cette découverte supposait un chercheur en situation de recherche. Le hasard joue donc un rôle dans la sérendipité, mais il suppose par ailleurs une attitude de recherche, une capacité à saisir l'intérêt de quelque chose d'inattendu, voire à percevoir que ce qu'on est en train de trouver est plus important que ce que l'on cherchait.

La notion de sérendipité me semble d'un intérêt tout particulier dans le contexte contemporain. En premier lieu, elle est liée fondamentalement au croisement de la rationalité et de l'incertitude, qui sont toutes deux au cœur de l'hypermodernité et de sa complexité. En second lieu, cette notion est pertinente du point de vue de l'économie et de la recherche de nouveaux modèles de performance. En effet, il apparaît, aujourd'hui, que les formes classiques de recherche de la performance par la division croissante du travail, la spécialisation, les économies d'échelle, l'organisation fonctionnelle, ne suffisent plus – ou sont moins efficaces –, dès lors qu'il s'agit de faire face à des situations de plus en plus singulières. Nous vivons dans une société qui, bien que marquée par des processus de massification, de globali-

sation, d'homogénéisation, est aussi – paradoxalement – caractérisée par la multiplication des cas particuliers, des situations inédites, des incertitudes. Cela se manifeste dans des circonstances diverses.

Dans ce contexte, les cas particuliers deviennent la situation de plus en plus fréquente. C'est un des traits majeurs de la modernité, qui contribue à rendre obsolètes les traditions. Celles-ci sont en quelque sorte des réponses toutes faites. Alors que l'action dans un contexte moderne doit faire face de plus en plus à des situations singulières, sans précédent, et nécessite donc, de plus en plus, une décision, préparée par une réflexion. Dans un premier temps, ces réflexions ont été aussi répétitives que possible et elles ont même visé à produire de la répétitivité et des routines : le taylorisme et le fordisme en sont des illustrations. Mais aujourd'hui, les routines ne suffisent plus : on ne peut plus se contenter d'apporter des réponses toutes faites, préparées à l'avance. Quand les problèmes diffèrent de plus en plus entre eux, la manière d'y répondre importe plus que la solution elle-même, tant pour résoudre un problème particulier que pour capitaliser les expériences et résoudre les problèmes à venir. Les procédures prennent le pas sur les consignes, car elles permettent d'adapter les décisions à des situations de plus en plus singulières. Or, cette manière d'agir et de penser accroît elle-même la variété des réponses et des situations : elle augmente donc exponentiellement les incertitudes. C'est d'ailleurs là un des éléments clés, à l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui la société de l'information et que j'aime qualifier de « capitalisme cognitif ». Chaque action nécessite de plus en plus de connaissance et d'informations pour pouvoir être décidée, menée, évaluée et utilisée afin de préparer l'action suivante. La ressource cognitive et informationnelle change de nature, à tous les stades du processus de production des biens et des services, de la conception à la vente, en passant par la fabrication, l'approvisionnement et la gestion.

Une économiste américaine, Anna Lee Saxenian, a bien mis en évidence, en particulier, le nouveau type de ressources devenu nécessaire aujourd'hui dans certains domaines (2). Elle a ainsi montré que les grandes entreprises informatiques intégrées, installées tout au long de la fameuse Route 128, à Boston, avaient perdu leur compétition avec les entreprises de la Silicon Valley dans la bataille de la micro-informatique des années quatre-vingt, notamment en raison d'une trop grande organisation fonctionnelle et d'une trop grande introversion. Le modèle spatio-fonctionnel des grandes entreprises de la Route 128 s'est, en effet, montré beaucoup moins créatif et performant que celui de la Silicon Valley, car il était fondé sur de grandes structures fonctionnant de façon assez fermée, dans de grands bâtiments, alors que celui de la Silicon Valley était très

---

(2) Saxenian (Anna Lee), « Les limites de l'autarcie : Silicon Valley et Route 128 », pp. 121-147 in Benko (Georges), Lipietz (Alain) (dir.), *La richesse des Régions. La nouvelle géographie socio-économique*, Presses Universitaires de France, 2000.

ouvert, fondé sur des rencontres multiples, plus ou moins imprévues. De fait, on peut toujours «organiser» ce qui a démarré par de l'imprévu, alors qu'il est plus difficile de faire le contraire. C'est même là que prennent leurs racines les nouveaux principes du management «heuristique». Détail tout à fait significatif : dans la Silicon Valley, les cadres prenaient leur lunch, très souvent, à l'extérieur de leur entreprise, élargissant ainsi leurs possibilités de rencontres impromptues avec des partenaires potentiels. La société bostonienne était plus fermée, de tous les points de vue. Cette différence culturelle et architecturale s'avère avoir joué un rôle particulièrement important dans une période où les industriels de ce secteur devaient multiplier les innovations et les connexions nouvelles.

Intervient, ici, une autre notion, très intéressante : la créativité. La créativité, c'est la capacité à produire du nouveau, que ce nouveau soit délibérément recherché, ou qu'il soit trouvé par sérendipité. Dans l'économie cognitive et informationnelle (où les situations sont de moins en moins répétitives), et dans le contexte de la globalisation (qui ouvre et accentue toutes les formes de concurrence), la possibilité, pour des entreprises, de recruter des travailleurs «créatifs» devient un élément de plus en plus décisif. Richard Florida, un sociologue américain, a même fait de la créativité un élément central de la société contemporaine, lançant la notion de «classe créative» (3). Il a probablement abusé de cette notion, mais l'idée principale reformule des réflexions intéressantes de façon pro-

ductive. Richard Florida explique ainsi que, pour développer des villes, il faut y attirer ce nouveau type de classe sociale, hétérogène du point de vue des métiers, des qualifications, des revenus, mais qui réunit des professionnels ayant en commun d'avoir le même type de fonctionnement intellectuel, au travail comme en

dehors de celui-ci : ils ont à résoudre des questions qui nécessitent une forte dose de créativité, du fait de leur fort degré de singularité. Ils doivent être capables de reformuler les questionnements, de problématiser, de tâtonner le plus méthodiquement possible, d'emprunter des solutions imaginées en vue de résoudre d'autres problèmes, etc. Cela nécessite un profil certes professionnel, mais aussi culturel et psychologique, particulier. Ce sont des personnes qui sont nécessairement passionnées par leur travail, qui s'intéressent à des sujets les plus variés possibles, rencontrent beaucoup de gens très différents, ont un mode de vie très ouvert et sont très tolérants pour être aussi perméables que possible à ce qui, venant de l'extérieur, pourrait être utilisé (ou réutilisé) d'une façon créative. Florida rejoint

là, d'une certaine manière, des thèses sur l'artiste, déjà esquissées par Georg Simmel il y a un siècle, et reprises récemment de façon très stimulantes par divers auteurs



© Richard Damoret/REA

Les grands événements, les parades, les festivals, les kermesses, qui rassemblent des gens dont la vie quotidienne ne serait pas susceptible de les faire se rencontrer, sont autant d'occasions que des individus créatifs sont susceptibles de mettre éventuellement à profit. (Festival international du théâtre de rue, Aurillac)

(3) Florida (Richard), *The Rise of the Creative Class. And how it's transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, Basic Books, New York, 2002.

(4) Menger (Pierre-Michel), *Portrait de l'artiste en travailleur*, Seuil, 2002.

comme, par exemple, Pierre- Michel Mengers, dans « Portrait de l'artiste en travailleur ». (4)

L'idée est donc (pour les urbanistes, en particulier) de créer les conditions les plus attractives possibles pour ces créatifs qui, par leur présence, attireront les entreprises et les investisseurs. Il s'agit notamment de développer, dans les grandes villes, des lieux qui permettent à ces professionnels non seulement de trouver toutes les spécialités dont ils peuvent avoir besoin, mais aussi de trouver des gens, des situations et des choses qu'ils ne cherchaient pas, mais qu'ils pourraient utiliser de façon créative. Cela passe évidemment, d'un côté, par un marché du travail vaste et diversifié et par des infrastructures scientifiques et techniques, des équipements de toutes sortes (des aéroports aux CHU les plus renommés, sans oublier les théâtres et les opéras, les universités, etc.). Mais, d'un autre côté, cela nécessite également l'existence de lieux où le hasard, le fortuit, l'imprévu, le non programmé sont possibles et exploitables. Les espaces publics en général – les rues, en particulier – jouent, de ce point de vue, un rôle renouvelé, et ce n'est pas un hasard si les urbanistes redécouvrent depuis quelques années l'importance de ce type de lieu. Mais les grands événements, les parades, les *prides*, les festivals, les kermesses, qui rassemblent des gens dont la vie quotidienne ne serait pas susceptible de les faire se rencontrer, sont autant d'occasions, que des individus créatifs sont susceptibles de mettre éventuellement à profit.

De façon plus générale, on peut noter aussi que s'accroît, aujourd'hui, l'importance de ces espaces et de ces occasions où les individus peuvent vivre ensemble des événements « en direct ». C'est en partie un effet – paradoxal – des nouvelles technologies de communication et d'information. Elles ont banalisé tout ce qui se médiatise, se transporte et se stocke. Elles donnent donc une valeur nouvelle à ce qui ne se médiatise pas, à ce qui se touche, se goûte, se sent, à ce qui se passe en direct, avec les autres, au milieu des autres.

Ainsi, contrairement aux pronostics pessimistes de certains observateurs, qui prévoyaient que l'individualisation et les technologies de l'information allaient provoquer une implosion des villes et qu'à la limite les gens n'auraient plus de raisons de sortir de chez eux, on assiste à une dynamique qui redonne de l'importance à l'espace public, en général, et à la rue, en particulier. Un bel exemple de cela est le succès que rencontrent aujourd'hui les terrasses de cafés, dans les rues des villes du monde entier. Ces terrasses, qui permettent d'être seuls ou à plusieurs, au milieu des autres, sont aussi des lieux propices à des rencontres imprévues...

Mais on ne peut pas non plus réduire la ville contemporaine à ce type d'espace. Si certains groupes sociaux ont un fort usage de ces lieux et plus généralement de la centralité et de ses équipements, une bonne partie des autres citoyens n'ont ni les mêmes envies, ni les mêmes possibilités. Nous ne devons pas négliger le fait que, pour probablement une assez forte majorité de la population urbaine, la qualité de la vie passe d'abord

par l'espace du logement, le calme de l'environnement, voire l'étendue du jardin, et la rapidité des transports. De fait, ces citoyens n'ont de la centralité métropolitaine et de ses grands équipements qu'un usage et des besoins épisodiques. Vouloir leur imposer une densité élevée, voire une promiscuité, sous prétexte qu'elles peuvent être favorables à la sérendipité et à la créativité, me semble donc irresponsable et politiquement incorrect. Et il me semblerait dangereux et contre-performant d'user à ce propos de l'argument écologique, car les problèmes environnementaux doivent être traités en tant que tels, et non en appui de thèses qui sont d'un autre ordre.

---

#### LA MARCHANDISATION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA DYNAMIQUE DE L'ÉCONOMIE DES *CLEANTECH*

L'intérêt des acteurs économiques pour les questions environnementales semble connaître aujourd'hui une croissance accélérée et prendre des formes nouvelles. Cet intérêt n'est en lui-même pas nouveau. De fait, certains courants écologistes se sont efforcés, ces dernières années, de montrer que la prise en compte des enjeux environnementaux de toutes sortes pourrait (ou allait) devenir rentable du point de vue économique, et ont utilisé cette prise de conscience comme argument en faveur d'une nouvelle économie plus écologique. En le simplifiant à l'extrême, le raisonnement était du type : « faites l'investissement d'une bonne isolation thermique dans votre maison et vous économiserez beaucoup de chauffage, donc d'énergie ! » D'autres écologistes ont essayé de montrer que si l'on parvenait à faire apparaître les « externalités négatives » de certaines activités sur l'environnement, autrement dit des coûts non directement visibles et étrangers au marché (par exemple : les dépenses de santé liées à la pollution atmosphérique) et, surtout, si on réussissait à les faire assumer par les acteurs qui en étaient responsables, on pourrait alors s'appuyer sur l'économie de marché elle-même pour résoudre bon nombre de problèmes environnementaux. La notion de développement durable, utilisée un peu à tort et à travers aujourd'hui, contient également le même type de projet d'intégration économique des enjeux environnementaux, puisqu'il s'agit de rendre compatibles entre eux (voire de faire converger) le développement économique, la préservation des patrimoines naturels et culturels et l'équité sociale.

Il faut aussi rappeler que tout un courant de l'écologie s'est efforcé, à l'inverse, de montrer que l'économie contemporaine, c'est-à-dire le capitalisme, est à l'origine même des problèmes environnementaux et que la recherche du profit est antagonique avec les enjeux, les échelles et les temporalités de la préservation de notre planète. La prise en compte des enjeux environnementaux passe donc nécessairement pour cette écologie

politique par des alternatives sociétales, et fait ainsi de l'écologie un des leviers majeurs pour changer ce monde. Les problèmes environnementaux de toutes sortes devraient ainsi aider à entraîner les populations à lutter contre le capitalisme, à expérimenter de nouvelles relations sociales, à initialiser de nouvelles formes de production. La pollution atmosphérique des centres des villes par les automobiles, la destruction de vignes de qualité par le passage d'une ligne de TGV, les risques liés à la construction d'une centrale nucléaire ou les produits chimiques utilisés par le système agro-industriel pouvaient, dans cette perspective, constituer autant de points d'appui pour rassembler de plus en plus largement les populations contre la mondialisation capitaliste.

Or, le succès même de ces diverses mobilisations et problématisations écologistes constitue aujourd'hui un contexte qui rend possible l'intervention d'un type d'acteurs nouveaux, qui va bouleverser toutes les manières de penser et d'agir dans ce domaine. Une des illustrations majeures de ce phénomène est évidemment l'effet de serre, qui devient une occasion extraordinaire pour la relance de l'industrie de la construction de centrales nucléaires, alors que celles-ci avaient été, durant la phase précédente, les principales victimes des problématiques et des luttes écologiques. Ce nouveau contexte, loin de mettre en cause nos façons de penser, d'agir, et de produire (ainsi, a fortiori, que la globalisation, voire la loi du profit) offre même au capitalisme une extraordinaire opportunité de rebond.

L'effet de serre et le changement climatique constituent, par ailleurs, un magnifique cas d'école pour analyser ce qu'on appelle la « construction sociale d'un marché », et la manière dont les logiques dominantes, principalement économiques, se saisissent, à des fins d'instrumentalisation, de tout ce qu'elles peuvent rencontrer sur leur chemin, y compris les problèmes qu'elles ont elles-mêmes engendrés.

Ainsi, grâce en grande partie à tous ces mouvements et luttes écologistes, l'intervention des pouvoirs publics en la matière est devenue de plus en plus légitime. Et si les politiques divergent sur les modes de régulation, personne ne conteste plus aujourd'hui la nécessité de réglementations environnementales rigoureuses, locales, nationales, européennes, voire supranationales (5). Celles-ci vont beaucoup changer l'approche des acteurs économiques : jusqu'à présent, dans la plupart des secteurs industriels, le marché des produits écologiquement performants était assez réduit. La recherche-développement dans ce domaine faisait plutôt partie de la communication, de l'image de marque, de l'engagement éthique de l'entreprise ou d'explorations à très long terme. Avec le développement des réglementations publiques, l'environnement va pouvoir se transformer beaucoup plus vite en marché. Les mêmes obligations, imposées à tous les acteurs, vont y faire jouer directement les dynamiques du profit et de la concu-

rence. Par ailleurs, il ne sera plus nécessaire de miser sur la conscience écologique des consommateurs pour qu'ils acceptent de payer les surcoûts écologiques : ils ne pourront pas faire autrement.

Un autre élément important est la manière dont nos sociétés, avec leurs logiques dominantes, tendent aujourd'hui à accorder une place particulière à la question du changement climatique par rapport aux autres questions écologiques. Ce faisant, elles mettent au cœur des enjeux le problème des rejets de gaz à effets de serre dans l'atmosphère, et elles lui accordent une sorte de priorité absolue, alors que cette question n'est qu'un des problèmes environnementaux contemporains. La sélection de cette priorité a des raisons diverses, et en premier lieu l'intérêt que lui portent un certain nombre de très grands acteurs économiques, notamment du secteur énergétique. Mais cette priorité va notamment donner à la mesure des rejets en gaz à effets de serre un rôle clef pour définir et évaluer les politiques publiques, servir d'instrument de négociation dans les relations commerciales internationales, structurer les marchés des droits à polluer, etc.

Dans ce contexte, il est probable que l'économie de demain sera non seulement informationnelle, mais également environnementale, et que le boom des *cleantechs* en sera un des instruments majeurs. Certes, cette économie environnementale introduira quelques changements dans les consommations, dans certains modes d'organisation productive, dans quelques formes de transport et d'urbanisation. Mais elle n'introduira pas de ruptures : au contraire, elle fera pénétrer plus avant encore dans la vie de nos sociétés les logiques et les conséquences de la « marchandisation » – ce processus qui, depuis des siècles, est un des opérateurs les plus puissants de la « modernisation ». Les dynamiques urbaines ne seront pas radicalement mises en cause : la métropolisation sera plus *clean*, mais elle se poursuivra. La construction de maisons individuelles suburbaines ne faiblira pas sensiblement, mais elles seront à énergie positive ; l'étalement se coagulera avec la construction de lotissements économes autour de nouvelles centralités. Les couches moyennes supérieures s'agglutineront de façon un peu plus dense dans des villes-centres qui seront, de ce fait, un peu moins accessibles aux citadins qui n'y habitent pas. Le modèle économique et urbain général ne changera ainsi probablement que peu, car la domination du critère de la réduction des émissions de gaz à effets de serre est susceptible de rendre les solutions marchandes plus efficaces que les alternatives organisationnelles et spatiales.

Un certain nombre d'observateurs ont du mal à admettre cette perspective : ils pensent que la prise en compte des questions environnementales va bouleverser la société, ses manières de produire et de consom-

(5) Ascher (François), *La société change, la politique aussi*, Éditions Odile Jacob, 2007.

mer. Mais ils ne se rendent pas compte du fait que les questions environnementales n'ont pas surgi de l'extérieur de notre société et que c'est celle-ci qui, avec toute sa complexité et toutes ses contradictions, les suscite, les formule et engendre les manières d'y répondre. Marx a écrit qu'une société ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre. La société contemporaine ne résoudra certainement pas toutes les questions environnementales, mais il est probable que l'économie des *cleantech* aura des effets très significatifs sur les économies d'énergie et les rejets de gaz à effets de serre.